

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 17/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOBELCLAD EUROPE SA

105 rue des Frères Voisin
66000 Perpignan

Réf : 2024-11-PR/EX
Code AIOT : 0006601517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement NOBELCLAD EUROPE SA implanté Lieu dit La Narède 66720 Tautavel. L'inspection a été annoncée le 12/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE. La fréquence minimale pour cet établissement est fixée à 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOBELCLAD EUROPE SA
- Lieu dit La Narède 66720 Tautavel
- Code AIOT : 0006601517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nobelclad Europe SA a pour activité historique le placage de métaux par explosifs. Cette technique, qui a été développée dans les Pyrénées-Orientales, permet d'obtenir des couples et des triplets métalliques impossibles à obtenir par les procédés classiques d'assemblage et de soudage ou laminage.

Ces opérations pyrotechniques sont réalisées depuis 1970 dans une ancienne carrière située au lieu-dit « La Nareda » sur la commune de Tautavel.

Ce site se situe entre les carrières exploitées par les sociétés PROVENCALE et OMYA. Il a été choisi en raison de son éloignement des habitations et de son isolement sur un terrain militaire, dans une

zone de garrigue difficilement accessible autrement que par un chemin privé.

La société Nobelclad Europe SA est rattachée à la société américaine Dynamic Materials Corporation (DMC).

En 2018, le groupe DMC a pris la décision de rapatrier la majorité de l'activité de soudure par explosifs sur le site Allemand de NOBELCLAD ce qui a conduit au licenciement de quasiment la totalité du personnel.

Bien que NOBELCLAD a décentralisé son activité en Allemagne, elle devait être amenée de manière exceptionnelle à effectuer des tirs sur le terrain de Tautavel, pour des tôles de grande surface qui ne pouvaient pas être prises en charge en Allemagne.

Pour rentabiliser le site et l'entretenir, la société Nobelclad a cherché à diversifier son activité en se tournant vers des entreprises spécialisées dans l'étude et le développement de matériaux résistant aux impacts balistiques et aux effets de blast. Ces matériaux de blindage sont développés pour assurer la protection de personnes dans des véhicules ou dans des infrastructures sécurisées.

Dans ce contexte la société Nobelclad a déposé en 2019 un porter à connaissance (PAC) afin d'informer le préfet de la diminution de l'activité de placage à l'explosif et en compensation de l'ajout d'une activité d'essais de certification de matériaux aux effets d'une explosion.

L'inspection a considéré que l'activité en projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs nouveau et en conséquence que cette modification n'est pas substantielle et ne nécessite pas une nouvelle autorisation.

Suite à la décentralisation de l'activité en Allemagne, l'activité de placage a en fait été totalement arrêtée et seule subsiste sur le site de Tautavel la nouvelle activité d'essais de certification de matériaux qui sont réalisés par la société UKKO-LAB.

D'un point de vue administratif, cette installation a fait successivement l'objet de l'arrêté d'autorisation provisoire du 29/11/1968, de l'arrêté d'autorisation définitif du 28/09/1971, de l'arrêté complémentaire du 31/10/1995, de l'arrêté de changement d'exploitant du 25/04/2005.

Les modifications du PAC de 2019 ont conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/02/2020, qui a annulé les prescriptions antérieures et qui constitue l'acte administratif de référence.

L'arrêté préfectoral du 31 octobre 1995 autorise une charge de 500 kg d'équivalent TNT par tir.

Cette activité est classée sous la rubrique 1312 « Mise en œuvre de produits explosifs à des fins industrielles, la quantité unitaire de matière active étant supérieure à 10 g ».

Cette rubrique ne comporte qu'un seul régime d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Ramassage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 5.1.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Plan de masse	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Registre des explosifs	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Identification du risque	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.4.7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Audit des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 9.2.2	Sans objet
3	Information des populations	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 1.5.2	Sans objet
7	Surveillance des opérations de tir	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.5	Sans objet
13	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.5	Sans objet
15	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.4	Sans objet
16	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5	Sans objet
17	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5	Sans objet
19	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la décentralisation de l'activité en Allemagne il n'y a plus d'activité de placage à l'explosif sur le site de Tautavel.

L'activité pyrotechnique concerne les essais de certification de matériaux aux effets d'une explosion qui sont réalisés par la société UKKO-LAB ; l'activité en développement, 30 tirs ont été réalisés depuis 2020.

La société NOBELCLAD reste pour l'instant le titulaire de l'autorisation et le responsable du site au titre de la réglementation ICPE.

Le responsable de la société UKKO-LAB a été le principal interlocuteur de l'inspection au cours du contrôle.

Le jour de l'inspection il n'y avait pas de tir d'organisé.

Concernant le résultat de la visite, 11 faits non-conformes, ont été relevés. Ces faits, sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport. Ils conduisent l'inspection à proposer une lettre de suite préfectorale demandant à l'exploitant de corriger les non-conformités dans un délai de 2 mois et de le justifier à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 9.2.1
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;• tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;• la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation. Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce rapport est transmis, à la demande, à l'inspection des installations classées.
Constats : En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis la revue annuelle de sécurité pour les années 2020, 2021, 2022 qui tient lieu de bilan annuel. Ce rapport traite : <ul style="list-style-type: none">• du personnel qualifié, habilité et formé ;• des formations dispensées dans l'année ;• des audits réalisés ;• des entretiens et investissements réalisés ;• des faits marquant dont l'activité de tirs ;• des actions prévues pour l'année suivante. Ces 3 rapports confirment qu'aucun accident ne s'est produit sur le site pyrotechnique. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport doit être complété avec éléments attendus en application de l'arrêté d'autorisation, à savoir notamment : <ul style="list-style-type: none">• confirmation de la réalisation de l'information des tiers ;• récapitulatif du registre déchets : bilan sur la production et l'élimination des déchets ;• opérations de débroussaillage annuelles, sur la distance minimale de 50m ;• réalisation des exercices incendie ;• opérations d'entretien et vérification des moyens incendie (réserve de 120 m³ et extincteurs) ;• réalisation du contrôle de la clôture et des panneaux ;• le cas échéant vérification des équipements électriques ;• le cas échéant vérification des rétentions et confinement ;• ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Audit des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 9.2.2
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.

<p>Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai. [...]</p> <p>Le premier audit doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, choisi après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. En cas d'écart à la réglementation observé, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> le « Rapport d'audit de conformité réglementaire environnement » réalisé par la société UKKO-LAB (audit interne réalisé les 06/12/2023 et 09/01/2023, rapport du 23/01/2023) ; le document récapitulant les suites données aux constats effectués lors de l'audit. <p>L'exploitant (UKKO-LAB) confirme que les constats de non-conformité ont été corrigés et que l'ensemble des pistes de progrès ont été mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Information des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 1.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, -</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'information du public est assurée par des panneaux judicieusement disposés en permanence sur les accès possibles au site.</p> <p>L'information précise la nature des dangers et les dispositions de sécurité à respecter.</p> <p>En outre cette information est adressée aux organismes, associations, clubs de sport aérien, etc ..., qui par leur activité, peuvent être concernés par l'espace aérien défini comme zone de danger par l'étude des dangers.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a vérifié par sondage la présence des panneaux d'information signalant le danger de tir, positionnés sur la clôture du site (clôture 3 fils).</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) présente également le panneau rappelant les principales consignes qui est affiché à l'entrée du site les jours de tir.</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) confirme que l'état de la clôture et des panneaux fait l'objet d'un contrôle une fois par an, et que les panneaux sont positionnés pour qu'au moins un panneau soit visible en tout point de la clôture.</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) présente le dernier courrier adressé le 23/01/2023 au ministère de la défense, aux mairies des communes voisines, à l'aviation civile et aéroclubs, rappelant l'activité de tir réalisée sur ce site.</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) confirme que cette information sera réitérée chaque début d'année.</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) présente le protocole d'accord entre les organismes de contrôle d'approche de Montpellier et de Perpignan et la société UKKO-LAB relatif à l'emploi d'explosifs à usage industriel sur le site de Tautavel. Ce protocole daté du 01/09/2020, prévoit :</p> <p>une information des organismes de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> une semaine avant le tir ; le matin du tir à l'arrivée sur site ; avant le tir. <p>Le protocole prévoit que l'autorisation préalable doit être donnée par l'organisme de contrôle avant le tir.</p>

L'exploitant (UKKO-LAB) présente également le document « consignes de sécurité entre les sociétés OMYA, PROVENCALE et UKKO-LAB signé le 07/09/2020. Ce document précise les conditions d'accès aux sites, les modalités de circulation, les conditions d'exécution des tirs et d'information mutuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ramassage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : [...] A la fin de chaque journée d'activité l'exploitant procède au ramassage de tous déchets provenant des essais ou des opérations de placage.
Constats : En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis la consigne de gestion déchets (révision 00 du 01/01/2023). Cette consigne prévoit le tri des déchets, les modalités d'évacuation des déchets, les modalités de traitement d'une fuite accidentelle. Pour les déchets pyrotechniques la consigne prévoit « si possible une destruction sur place en fin de tir ou l'évacuation par le fournisseur des explosifs ».
Lors de la visite de terrain l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"> la présence de résidus métalliques provenant de l'activité historique Nobelclad disséminés sur le site ; la présence d'une zone de tri des déchets dans le hangar (papiers, cartons, déchets électrique...); une zone prévue pour le stockage des déchets métalliques à proximité de la zone de préparation la présence de quelques déchets chenille, bois non regroupés sur une aire dédiée.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <ol style="list-style-type: none"> 1) L'inspection précise que le ministère a confirmé l'interdiction du brûlage et qu'il est de la responsabilité du fournisseur et de l'exploitant de s'assurer de l'élimination des déchets d'explosifs dans les filières adéquates. La destruction des emballages lors du dernier tir ne constitue pas une filière adéquate ; 2) il appartient à la société Nobelclad de finaliser les opérations de dépollution du site résultant de l'activité historique et de justifier de la dépollution ; 3) les déchets doivent être regroupés sur une aire dédiée avant leur évacuation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plan de masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan de masse des installations et des abords de l'installation jusqu'à un minimum de 35 m de la parcelle cadastrale d'implantation, établi sur fond cadastral, à échelle 1/200e au minimum, indiquant : <ul style="list-style-type: none">• l'affectation de tous les bâtiments ;• l'aire de chargement/déchargement des explosifs ;• l'aire de tir ;• la position de la clôture ;• les postes de vigie ;• les risques recensés ;• les zones d'effets ;• l'affectation des constructions et terrains avoisinants ;• le tracé des réseaux enterrés existants. Ce plan est tenu à jour. Une copie est transmise à l'inspection des installations classées.
Constats : En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis le plan de masse du site d'essai établi sur fond de photographie aérienne, précisant : les limites communales, les limites parcellaires dont les parcelles Nobelclad, l'environnement du site et notamment les carrières et terrains militaires, les voies d'accès avec positionnement des barrières, le positionnement des vigies, des réserves d'eau, les zones pyrotechniques et l'enceinte pyrotechnique, l'affectation des bâtiments présents (hangar commune et locaux de vie). Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Le plan doit être modifié pour tenir compte des nouvelles modalités d'utilisation du site par UKKO-LAB et complété pour reprendre l'ensemble des éléments demandés à l'article 8.1.1. (position clôture et barrière, risques recensés, zones d'effets...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Registre des explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : En complément de l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits pyrotechniques détenus. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point. Il a pour objectif minimum : <ul style="list-style-type: none">- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;

<p>- que l'exploitant s'assure que le timbrage n'est jamais dépassé ;</p> <p>- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.</p> <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté ministériel du 13/12/2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis une copie du registre entrée sorties des matières pyrotechniques pour les années 2020, 2021, 2022.</p> <p>Ce registre fait apparaître les informations suivantes :</p> <p>date de livraison, date du tir, heure du tir, code livraison, code référence, n° bon d'accompagnement, personne prenant en charge les explosifs, désignation des produits, quantité, n° colis, masse net, masse éq TNT, masse brute, quantité détruite, quantité réintégrée au dépôt.</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) précise que depuis le début de l'activité UKKO-LAB, tous les explosifs ont été consommés dans la journée. Dans le cas où cela ne serait pas le cas, la consigne prévoit bien le retour des explosifs au dépôt Titanobel d'Opoul.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande de préciser la consigne où cette mention est précisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Surveillance des opérations de tir

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, -</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La note de service NDS 2020-001 du 15/09/2020 désigne le personnel habilité à réaliser les activités pyrotechniques (2 personnes identifiées, chef de tir et assistant chef de tir).</p> <p>L'exploitant (UKKO-LAB) confirme que le chef de tir actuel est toujours le chef qui était en poste lors de l'activité historique Nobelclad, et qu'il a une très bonne connaissance du site et de l'activité pyrotechnique.</p> <p>De plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le registre d'explosifs confirme le nom de la personne en charge des explosifs à leur réception. • La revue annuelle de sécurité précise le nom des personnels qualifiés, habilités à accéder à l'enceinte pyrotechnique et titulaires de l'autorisation individuelle d'utiliser les explosifs et les formations dispensées. <p>Les formations dispensées sont notamment les suivantes : manipulation et mise en œuvre des explosifs militaires, CPT et recyclage CPT, formation vigies...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Débroussaillage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, -</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des zones pyrotechniques sont débroussaillés sur une distance minimale de 50 m autour de la zone de tir et du bâtiment et de 10 m de part et d'autre des pistes et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières présentes dans les installations.

Constats :

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier PV « désherbage » confirmant la réalisation du désherbage et l'entretien des abords de la zone de vie et des aires de tri le 29/11/2023.

Lors de la visite de terrain l'inspection a constaté que les abords immédiats des zones de tir sont exempts de végétation mais les prescriptions de débroussaillage ne sont pas respectées ; l'inspection confirme que le désherbage des abords ne correspond pas à l'obligation de débroussaillage de l'article 8.1.6. Le débroussaillage correspond à la réduction des combustibles végétaux de toute nature dans le but de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies. Ces opérations doivent assurer une rupture suffisante de la continuité du couvert végétal.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Les obligations de débroussaillage doivent être respectées.

Si l'exploitant considère que les obligations de l'article 8.1.6 ne sont pas adaptées à l'activité exercée, il lui appartient de déposer à la préfecture une demande de modification de la prescription. Cette demande devra être justifiée et recueillir l'avis du SDIS.

L'inspection rappelle également que les périodes choisies pour les opérations de débroussaillage doivent tenir compte de la présence éventuelle d'espèces protégées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au site pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>L'exploitant est tenu de maintenir l'accès libre pour permettre l'intervention du personnel du SDIS.</p> <p>Ces voies doivent être maintenues dans un état tel qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours.</p> <p>Elles seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.</p> <p>Dans la mesure du possible, ces voies ne doivent pas présenter de cul-de-sac.</p> <p>A défaut, elles doivent être aménagées de manière à permettre le retournement des engins à leur extrémité.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis le plan de masse qui fait apparaître la voie d'accès au site (chemin privé d'environ 4 km depuis la D12).</p> <p>Cette piste est pour partie utilisée par les 2 exploitants des carrières OMYA et PROVENCALE, limitrophe du site Nobelclad de Tautavel, et emprunté par les engins d'exploitation des carrières.</p> <p>2 barrières sont positionnées sur cette piste d'accès, la première est maintenue ouverte hors période d'activité et fermée avec un cadenas les jours de tir, la deuxième, commune avec les accès aux carrières OMYA et PROVENCALE est fermée par un cadenas « pompier ».</p> <p>Une piste secondaire traverse l'enceinte pyrotechnique et permet d'accéder aux différentes zones de tir. 2 barrières sont positionnées de part et d'autres des zones pyrotechniques.</p> <p>L'état des pistes n'a pas appelé d'observation de l'inspection.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 8.1.4, les portails d'accès au site doivent être maintenus fermés en permanence sauf pour la desserte du site par les véhicules de transport dûment autorisés par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents avec une description des dangers pour chaque local ; • d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

<ul style="list-style-type: none"> d'extincteurs répartis au niveau des installations, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<p>Constats : En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis la consigne générale de sécurité « incendie – Évacuation du site pyrotechnique » CGS02, révision 01 du 29/09/2020 qui précise l'organisation retenue et les moyens de lutte présents, à savoir :</p> <p>3 citernes de réserve d'eau (pour un total d'environ 137m³)</p> <ul style="list-style-type: none"> 2 extincteurs 6Kg, 3 extincteurs 9kg, 1 extincteur 6l (zone vie et véhicules Ukko Lab et SLIMEM) 1 bac à sable (container préparation charges) 1 couverture anti-feu (zone vie) 2 seaux pompes à main (véhicules Ukko Lab et SLIMEM) 1 défibrillateur et 1 brancard (zone vie) <p>La présence du matériel (extincteurs et bâche incendie souple de 120 m³) a été vérifié au cours de la visite de terrain.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit pouvoir justifier de l'accord du SDIS sur le positionnement de la réserve incendie. Seules les réserves dédiées à la défense incendie doivent être comptabilisées dans les moyens incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Identification du risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, -</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet l'ensemble des éléments permettant d'identifier les risques de l'installation aux services de secours ou d'urgence compétents. Il élabore un plan facilitant l'intervention de ces services en cas d'accident. Ce plan contient a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une cartographie de l'installation et de ses environs ; un plan des différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ; la description qualitative et quantitative des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer ; les modalités d'accès prévues au niveau des installations ; les coordonnées téléphoniques d'un responsable d'astreinte, et ce sur 24 heures sur 24 pour donner les premières consignes aux équipes de secours du site. <p>L'établissement est doté de points de rassemblement destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des conditions météorologiques.</p>
<p>Constats : L'exploitant (UKKO-LAB) a rédigé une consigne générale de sécurité « incendie – Évacuation du site pyrotechnique » CGS02, révision 01 du 29/09/2020 qui précise</p> <ul style="list-style-type: none"> l'organisation des secours ; les moyens de lutte les scénarios identifiés <p>Ce document ne précise pas l'ensemble des éléments prévus par l'article 8.3.3. Les 2 points de rassemblement choisis apparaissent très éloignés pour pouvoir réellement gérer le personnel en cas d'accident.</p>

Le plan n'a pas été transmis au SDIS
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : La consigne générale de sécurité « incendie – Évacuation du site pyrotechnique » doit être complétée pour répondre aux attendus de l'article 8.3.3 Ce document doit faire l'objet d'une transmission officielle au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise périodiquement, avec si possible les services de secours, des exercices de mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi que d'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'organisation des secours.
Constats : L'exploitant (UKKO-LAB) indique avoir demandé au SDIS par mail du 06/06/2023 la réalisation d'un exercice mais en l'absence de réponse aucun exercice n'a été organisé.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Les exercices prévues par l'article 8.3.4 doivent être périodiquement organisés (avec ou sans le SDIS). La bonne réalisation de ces exercices doit pouvoir être justifiée à l'inspection. De préférence un compte rendu doit être rédigé suite à chaque exercice, précisant le scénario, le déroulement, le retour d'expérience, les améliorations envisagées pour l'organisation des secours. La périodicité doit être définie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux normes en vigueur. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles, la personne ou l'organisme chargé de la vérification, le motif de la vérification (périodique ou suite à un accident, dans ce cas nature et cause de l'accident) et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : l'exploitant (UKKO-LAB) présente le registre sécurité qui comprend la liste du matériel de lutte contre l'incendie et le registre des interventions de l'organisme de contrôle (derniers contrôles

réalisés les 07/09/2022 et 10/01/2024 par la société EXTIMPRO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la prévention des risques de ses installations en cas de foudre et de séisme en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'installation des protections foudre fait l'objet d'une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. • L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. • Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. • Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. • L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis l'analyse du risque foudre (ARF) document réalisé par Qualifoudre et daté du 09/06/2009.</p> <p>Cette analyse conclut que les 2 structures étudiées et présentes sur le site ne nécessite de protection contre la foudre et qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une étude technique.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant (UKKO-LAB) indique que les tirs sont réalisés quelques jours par an et que les tirs sont arrêtés en cas d'orage ; La consigne « Mode opératoire Séquence Pyrotechnique » CPSMOG 01 précise qu'en cas d'orage, le tir est annulé si le temps écoulé entre l'éclair et le son est inférieur à 15 secondes.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande de justifier le délai de 15 s retenu pour suspendre les opérations de tir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Une consigne doit définir les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans les</p>

installations (dépôt et atelier), déclarée par l'exploitant et prévu par cet arrêté. Une autre consigne doit définir les modalités d'enregistrements des données permettant de démontrer à posteriori que cette quantité a été respectée à tout instant.
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis un document concernant les « Consignes générales et particulières de sécurité » applicables sur le site. L'exploitant (UKKO-LAB) confirme que les consignes de sécurité relatives aux installations et postes de travail pyrotechnique ont été établies en application de l'article R. 4462-7 du Code du travail et compte tenu des conclusions des études de sécurité. Ce document comprend au § 1.3 la liste des consignes de sécurité et des modes opératoires, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CGS 1. Consigne générale de sécurité pyrotechnique sur le site. • CGS 2. Consigne Incendie & évacuation • CGS3. Emploi des appareils électroniques. • CGS 4. Accès au site et à l'enceinte pyrotechnique. • CGS 5. Appel pompiers en cas d'accident grave. • CSPMOG 1. Mode opératoire séquence pyrotechnique. • CSPMOG 2. Déchargement et Contrôle des explosifs • CSPMOG 3. Communication avec aéroport. • CSPMOG 4. Destruction des explosifs avec anomalie ou non restituables • CSPMOG 5. Reprise des explosifs non utilisés. • CSPMOPP1. Manutention et transport des explosifs. • CSPMOPP2. Stockage temporaire. • CSPMOPP3. Confection des charges. • CSPMOPP4. Aire de tir <p>Concernant les quantités d'explosifs présents, l'exploitant (UKKO-LAB) précise que l'autorisation permet la réalisation de tirs allant jusqu'à 500 kg en éq TNT alors que les tirs réalisés sont de quelques kg. La charge unitaire max a été de 25 kg en 2023. Le registre explosif mentionne la quantité d'explosifs en éq TNT ce qui permet de vérifier les quantités utilisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, zones pyrotechniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans chaque zone pyrotechnique, les consignes précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ce local et les références aux instructions de service qui y sont appliquées ; • la nature et les quantités maximales de produits explosifs pouvant s'y trouver ainsi que leur conditionnement et les emplacements auxquels ils sont déposés ; • la nature des déchets produits, la quantité maximale de ceux-ci qui peut y être entreposée et leur mode de conditionnement ; • la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage, ou en cas de panne de lumière ou d'énergie, ou à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique ; • le nom du responsable d'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage les consignes présentes sur le site. L'exploitant (UKKO-LAB) a présenté en particulier la consigne de sécurité « Aire de Tir » CSPMOPP 04 qui précise les consignes applicables, la nature des activités pyrotechniques, les mesures de sécurité générales et particulières liée à l'activité pyrotechnique,</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, cas général
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;• les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des fiches de données de sécurité des substances ou préparations mises en œuvre ou stockées et leurs risques spécifiques ;• l'interdiction de procéder dans les installations à des opérations non prévues par les instructions ou consignes en vigueur ;• les instructions de chargement, de déchargement et de manipulation des produits ;• l'obligation des permis prévus au point 8.6.2 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et la prévention du stockage de produits incompatibles ;• les modalités de mise en œuvre des moyens de protection et d'intervention et les procédures à suivre en cas d'accident ;• les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des documents comportant les modes opératoires ;• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;• les instructions de maintenance et de nettoyage ;• les mesures à observer pour la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature et des personnes à l'intérieur de l'installation ;• les modalités de gestion des déchets, notamment les déchets de produits explosifs ;• Les conditions de préparation, de mise en œuvre, d'exécution, de surveillance, d'entretien du site avant et après chaque tir.
Constats : Cf points de contrôle précédents. L'inspection a vérifié par sondage les consignes présentes sur le site. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• la consigne « mode opératoire séquence pyrotechnique » CPS MOG 01 ;• la consigne « aire de tir » CSPMOPP 04 ;• la consigne de sécurité entre les exploitants de carrière et la société UKKO-LAB ;• la consigne de gestion des déchets ;• la consigne incendie et évacuation du site. Des demandes ont été formulées reprises dans les autres points de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justifications du respect des dispositions du présent article et en particulier la liste des formations, consignes et procédures.
Constats : Cf point de contrôle précédent (n°7) concernant la surveillance des opérations de tir. En préparation de l'inspection, l'exploitant (UKKO-LAB) a transmis le procès verbal de formation à la manipulation et la mise en œuvre des explosifs par la société Amarante. L'exploitant (UKKO-LAB) le personnel présent lors des essais, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• le chef de tir et son assistant (qui est le responsable UKKO-LAB) ;• 2 personnes d'une société de gardiennage chargées d'assurer les vigies ;• des sous-traitants pour la manipulation des matériels et équipements nécessaires aux essais ;• les clients éventuels.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Un plan de formation doit être établi afin de pouvoir justifier des formations nécessaires et suffisantes pour le personnel intervenant sur le site et des périodicités de renouvellement des formations et des exercices d'entraînement à réaliser périodiquement. L'exploitant doit préciser l'organisation retenue pour assurer que le personnel intervenant occasionnellement lors des essais a reçu une formation suffisante portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter et connaît les procédures à suivre en cas d'urgence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Règles de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte le plan de circulation défini dans l'étude de dangers et dans l'étude de sécurité. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès aux zones pyrotechniques sont clairement définies, délimitées, signalées et la signalétique mise en place sur le site évite toute confusion et toute manœuvre non prévue par un véhicule de livraison. Ces voies sont implantées et aménagées en tenant compte des hypothèses retenues dans le calcul des zones d'effets, notamment, le cas échéant, l'éventuel découplage prévu entre les véhicules de livraison et de transports. [...]
Constats : L'enceinte pyrotechnique ne comprend qu'une piste de circulation. Les conditions de circulation sont en particulier définies dans la consigne « Aire de tir »

notamment :

- Les espaces de circulation doivent rester dégagés en permanence pour permettre une fuite rapide de l'opérateur en cas d'accident pyrotechnique
- Matériel autorisé : engins tout-terrain ou véhicules pour transporter les explosifs secondaires jusqu'à l'aire de tir avec moyens d'arrimage et calage. Deux véhicules au maximum, l'un pour mise en place vigie basse, l'autre pour le chef de tir.

Type de suites proposées : Sans suite